

Iran : vent de révolte sur la République islamique

mardi 2 janvier 2018, par [ALONSO Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2018).

Les manifestations entamées jeudi s'étendent dans le pays. D'abord motivé par des préoccupations économiques, ce mouvement élargit ses critiques au régime. Assez pour menacer le président Rohani ?

Ils étaient quelques centaines dans une seule ville jeudi et sont désormais des milliers dans tout le pays. En quatre jours, les manifestations ont pris en Iran une ampleur inédite depuis le mouvement de 2009 contre la réélection du président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad. Sur les réseaux sociaux, à commencer par Telegram, de très nombreuses vidéos circulent montrant des rassemblements à travers tout le pays, dans les petites comme dans les grandes villes, dans le centre comme dans la périphérie qui abrite les minorités ethniques. A Téhéran samedi, la police a dispersé des dizaines d'étudiants, selon l'AFP, devant les grilles de l'université.

Samedi et dimanche soir, des affrontements ont éclaté en d'autres points de la capitale, qui n'apparaît pas, pour l'heure, comme l'épicentre de la contestation. Selon un bilan officiel, dix personnes sont mortes depuis jeudi dans ces rassemblements. Les autorités restent néanmoins peu disertes sur les conditions précises. Six ont péri dimanche soir à Toyserkan, une petite ville à environ 400 km au sud-ouest de Téhéran, et deux à Izeh, dans la province du Khouzestan. Deux autres manifestants avaient été tués dans la nuit de samedi à dimanche à Doroud, dans l'ouest. Selon le préfet, ils ont été mortellement percutés par un camion volé par des protestataires.

Comment ont commencé les manifestations ?

La première a eu lieu jeudi à Mashhad, la deuxième ville du pays qui abrite le plus grand lieu de pèlerinage chiite en Iran. Le mot d'ordre est alors essentiellement économique, contre la vie chère et le chômage. Trois décisions récentes nourrissent ce mécontentement, relève Clément Therme, chercheur à l'IISS (International Institute for Strategic Studies). Le gouvernement a décidé de fermer plusieurs établissements de crédits qui croulaient sous les dettes. « La région du Khorassan [dont fait partie Mashhad, ndlr] a été très touchée par ces fermetures », précise Fariba Adelkhah, chercheuse à Sciences-Po. « Les Iraniens ont eu le sentiment d'avoir été volés par l'Etat. Sous Ahmadinejad, le gouvernement sauvait coûte que coûte ces établissements « pourris » », ajoute Clément Therme.

Plus prosaïquement, le prix des œufs et de la volaille a de nouveau augmenté en décembre, atteignant une hausse de 50 % en un an, selon les chiffres de la Banque centrale iranienne. Le 10 décembre, le président Rohani, réélu en mai sur la promesse d'améliorer la situation économique du pays, a présenté son budget au Parlement, qui concrétise ses engagements d'assainir les finances de l'Etat. Pour la première fois, celui-ci faisait apparaître les dépenses pour les fondations religieuses, les centres de recherche et d'autres institutions non-élues liées au régime. « Les gens ont appris que les religieux se taillaient la part du lion dans le budget, sans en être comptable, alors que le quotidien des Iraniens devient plus difficile », estime Omid Memarian, un analyste iranien cité par BuzzFeed.

Quelles sont les revendications ?

« Ce n'est ni une révolution ni un mouvement politique, mais plutôt l'explosion des frustrations sur la stagnation politique et économique que la population iranienne avait refoulées », juge Ali Vaezi, de l'International Crisis Group. Dès la première manifestation de Mashhad, les slogans ont débordé les seules revendications économiques, pour cibler Hassan Rohani et à la politique régionale de la République islamique. « Pas Gaza, pas le Liban, ma vie en Iran ! » ont scandé certains pour protester contre le soutien, notamment financier, à des groupes palestinien ou libanais, comme le Hezbollah. Des vidéos montrent des manifestants s'en prendre au Guide Suprême, Ali Khamenei, soit par des slogans (« Désolé, seyyed Ali, nous devons réagir ! »), soit en déchirant son portrait. Selon Fariba Adelkhah, en Iran ces jours-ci, les revendications économiques sont très fédératrices : « La crise touche toutes les catégories. La jeunesse éduquée connaît elle aussi le chômage, même avec un master ou un doctorat. Mais beaucoup critiquent les destructions de biens publics, ce non-respect ne passe pas. » A plusieurs reprises depuis jeudi, les manifestants ont attaqué des bâtiments publics, des centres religieux et des banques ou des sièges du Bassidj (milice islamique du régime).

Comment le régime répond-il ?

Le président Hassan Rohani a attendu dimanche soir pour s'exprimer. Tout en rejetant « la violence et la destruction de biens publics », il a assuré que « la population [était] libre de critiquer le gouvernement et de manifester ». Lundi, il s'est montré plus sévère : « Le peuple iranien répondra aux auteurs de troubles et hors-la-loi », a-t-il menacé, qualifiant les protestataires de « petite minorité qui [...] insulte les valeurs sacrées et révolutionnaires ». Pour l'heure, ni les Gardiens de la révolution (la puissante armée idéologique du régime) ni les redoutées milices des bassidji n'ont été déployés dans les rues, mais la présence policière était forte lundi dans les rues de Téhéran, selon plusieurs journalistes sur place. « Le gouvernement n'a pas l'air enclin à employer la force brute, de peur que cela fasse le jeu de ses opposants intérieurs ou de ses ennemis à l'étranger. Mais sa patience sera bientôt à bout », observe Ali Vaez.

Le porte-parole du gouvernement, Mohammad Bagher Nobakht, a tenté dès samedi soir d'apaiser la situation en s'attaquant à l'origine de ces manifestations. Il a annoncé que le prix de l'essence n'augmenterait pas de 50 % à partir du 21 mars 2018, date de la nouvelle année iranienne, contrairement à ce que prévoyait le budget. « Le régime est extrêmement inquiet, note Clément Therme. Pour l'instant, ce sont majoritairement les classes populaires qui se mobilisent, mais les autorités ont très peur que les classes moyennes de Téhéran les rejoignent. L'édifice serait alors en danger. » Environ 400 manifestants ont été interpellés, dont la moitié à Téhéran. Les tenants de la ligne dure du régime, opposés au gouvernement actuel, ont semblé accueillir favorablement ce mouvement de protestation au tout début, voire l'encourager. Mais ils ont vite été dépassés par ce mouvement sans leader. Lundi, plusieurs contre-manifestations de soutien au pouvoir et opposées aux « auteurs de troubles » ont eu lieu dans le pays.

Quelles réactions à l'étranger ?

Depuis samedi, le président américain a publié pas moins de six messages à propos des manifestations sur son réseau social préféré, Twitter. Fidèle à sa ligne dure sur l'Iran, il a critiqué la politique de son prédécesseur (« L'Iran échoue à tous les niveaux malgré le terrible accord signé avec eux par l'administration Obama »), a témoigné de son soutien aux protestataires (« Le grand peuple iranien est réprimé depuis des années. Ils ont faim de nourriture et de liberté »). Et a même entonné le refrain du « changement de régime », très populaire sous la présidence Bush et délaissé sous Obama : « Le monde entier comprend que le bon peuple d'Iran veut du changement », « IL EST TEMPS DE CHANGER » (en majuscules dans le texte). Le sénateur républicain Tom Cotton, qui passe pour un « faucon » sur la question iranienne à Washington, y est lui aussi allé de son

communiqué dès les premières manifestations de Mashhad : « Les ayatollahs ne parviennent toujours pas à subvenir aux besoins de base de son propre peuple. [...] Nous devons soutenir le peuple iranien qui est prêt à risquer sa vie pour dénoncer [le régime]. »

Le président iranien n'a guère apprécié les remarques de Donald Trump. « Ce monsieur aux Etats-Unis qui veut montrer de la sympathie à l'égard du peuple iranien oublie qu'il l'a traité de terroriste il y a quelque mois. Il n'a pas le droit de compatir avec le peuple iranien », a lancé Hassan Rohani dimanche. La France n'avait pas officiellement réagi lundi soir.

P.-S.

http://www.liberation.fr/planete/2018/01/01/iran-vent-de-revolte-sur-la-republique-islamique_1619872